



Le sigle Mercedes dans le ciel berlinois. Le secteur automobile, symbolique pour l'Allemagne, subit actuellement d'importants plans sociaux. (13 NOVEMBRE 2025/RALF HIRSCHBERGER/AFP)

Ebranlée sur ses bases, l'Allemagne termine l'année dans le doute

CONJONCTURE Arrivé au pouvoir en mai, le gouvernement de Friedrich Merz n'a pas trouvé la parade pour faire rebondir le pays. Son modèle de prospérité est remis en cause par le protectionnisme américain et la puissance chinoise

LUC ANDRÉ, BERLIN

«La promesse selon laquelle les enfants vivront mieux que leurs parents, économiquement parlant, ne pourra probablement pas être tenue. Je crains que cela ne conduise à des frustrations au sein de la population.» Dans un entretien au *Handelsblatt* mi-décembre, Klaus Regling, ancien chef du Mécanisme européen de solidarité, n'a pas hésité à servir la potion amère à ses compatriotes allemands. La hausse des dépenses militaires, sociales et les conséquences du réchauffement climatique tronqueront les marges de manœuvre de ce pays vieillissant, prédit le haut fonctionnaire qui a dû gérer une série de crises financières, notamment en Grèce, dans les années 2010.

Stuttgart, un futur Detroit?

La déclaration de Klaus Regling est venue poser une couche de grisaille supplémentaire sur un pays désormais pétri par le doute sur son modèle de prospérité. L'Allemagne demeure la première puissance économique du continent européen. Mais son assise de puissance exportatrice paraît plus fragile avec

des Etats-Unis friands de protectionnisme et une Chine montée en gamme. Les exportations vers les Etats-Unis ont chuté de 7,8% sur les neuf premiers mois de 2025 en glissement annuel, d'après des chiffres publiés en début de semaine par l'institut IW de Cologne. Le recul (12%) vers la Chine est encore plus important. Les plans sociaux en cascade dans le très symbolique secteur automobile, chez les constructeurs comme les équipementiers, ébranlent les certitudes.

Le gouvernement de coalition n'a pas réussi à influencer le narratif à son avantage

L'Allemagne voit faner son avantage technologique sur le moteur thermique, au profit d'une Chine toujours plus en avance sur les mobilités électriques. Au point que certains commentateurs se demandent déjà si Stuttgart – bassin historique du diesel, de Mercedes, Porsche ou Bosch – va connaître le même destin que Detroit, ex-bastion aujourd'hui ravagé d'une fière industrie automobile américaine. «Le pays est en chute libre d'un point de vue économique et pourtant le gouvernement ne réagit pas de manière

assez résolue», a tranché début décembre Peter Leibinger, à la tête de l'influente fédération de l'industrie allemande (BDI).

Force est de constater que Friedrich Merz, chantre de l'importance de la psychologie dans la politique économique, n'a pas réussi à influencer le narratif à son avantage. La promesse d'une relance rapide formulée par le chancelier chrétien-démocrate à son arrivée au pouvoir début mai tarde à se concrétiser. Malgré un endettement record au profit d'une modernisation de l'armée et des infrastructures, l'Allemagne, depuis deux ans en stagnation, ne devrait connaître qu'une croissance modeste de 0,6% en 2026, selon les dernières prévisions de la banque centrale du pays. Par ailleurs, le gouvernement de coalition droite-gauche, déjà impopulaire, a évacué provisoirement le délicat sujet de la réforme des retraites vers une commission ad hoc. Elle doit formuler ses propositions d'ici à l'été prochain. Difficile de croire qu'elles seront indolores.

Atmosphère de panique

«Les bavardages concluant à un déclin irrésistible de l'Allemagne créent une atmosphère de panique à laquelle aucun gouvernement ne peut répondre de manière adéquate», prévenait mi-décembre un éditorialiste du *Spiegel*, pointant le pont d'or fait aux populistes de tous crins. En effet, l'extrême droite allemande ne s'est jamais aussi bien

portée depuis 1945. Avec 26% des intentions de vote dans la dernière étude Forsa, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) se classe devant le bloc conservateur de Friedrich Merz (24%) au niveau national. La formation, dans le collimateur du renseignement intérieur allemand pour sa radicalité, célèbre sa proximité idéologique avec le mouvement MAGA derrière le président américain, Donald Trump. L'AfD espère élargir encore son audience lors des cinq scrutins régionaux l'an prochain, avec notamment la conquête de la Saxe-Anhalt, en ex-RDA. Pour cela, le parti aux sympathies pro-russes mise, en plus du rejet de l'immigration, sur un refus du service militaire.

Il touche une corde sensible chez une partie de la population. Le débat du passage sous les drapeaux sous une forme volontaire, a été imprégné, chez les jeunes, par une peur d'être envoyé au front en Ukraine. «Nous sommes une génération de donneurs qui devra probablement donner beaucoup plus que ce qu'elle pourra espérer en retour. La défense du pays n'est qu'un aspect.

On pourrait parler de la crise climatique, du vieillissement de la population», essayait d'expliquer un représentant des lycéens lors d'une audition au Bundestag en novembre. Dans ses vœux de Noël, le président de la République allemande, Frank-Walter Steinmeier, a néanmoins appelé ses concitoyens à ne pas baisser les bras. ■